



Communiqué FSU

Les Lilas le 18 juin 2018

Fonction publique :

l'ex-candidat Macron ne tient pas sa promesse !

Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion du rendez-vous salarial pour revaloriser les salaires des agents publics. Ainsi, il n'honore pas la promesse de campagne faite par Emmanuel Macron « d'améliorer le pouvoir d'achat de tous les salariés », puisqu'il laisse de côté plus de cinq millions d'agents de la Fonction publique !

Pire, il maintient le gel de la valeur du point d'indice et ne propose que quelques mesures dont la portée sera limitée (Compte Épargne Temps, aides au logement, indemnités kilométriques...).

Pourtant, ce rendez-vous était très attendu après les pertes subies ces dernières années, le gel du point d'indice en mai 2017, le report d'un an des mesures PPCR, le rétablissement de la journée de carence et une compensation insuffisante de la CSG.

Pour que le travail, les qualifications et l'engagement professionnel des agents soient réellement reconnus, la FSU a exigé la revalorisation de la valeur du point d'indice mais aussi des discussions qui, suite au protocole PPCR, permettraient d'améliorer encore les déroulements de carrières, d'harmoniser davantage les grilles de rémunérations et de reconnaître mieux les qualifications.

Elle a également insisté pour qu'à travail de valeur égale, le salaire soit égal entre les femmes et les hommes.

A la veille de discussions sur l'avenir du système des retraites, la FSU a alerté sur les effets négatifs de cette situation sur le niveau des pensions.

Les décisions prises aujourd'hui vont encore pénaliser les agents et accentuer le décrochage de salaires avec le secteur privé au détriment des agents publics.

La FSU a dit sa déception et son mécontentement à l'issue de ces annonces.